

L'échappatoire de la Russie

David Bensoussan

L'auteur est professeur de sciences à l'Université du Québec

Durant plusieurs décennies, l'Union soviétique s'est investie dans le tiers monde et plus particulièrement en Égypte, en Syrie et en Irak, tentant d'étendre son influence sur les pays pétroliers du Proche-Orient, mais sans succès. Les accords de paix de Camp David entre l'Égypte et Israël ont montré que l'Amérique était le maître d'œuvre dans la région. Après l'invasion anglo-américaine de l'Irak, seule la Syrie est restée dans le giron russe. Cette base d'appui solide pour la Russie revêt une importance d'autant plus grande que la défaite du président Assad l'évincerait totalement de la région. La Russie a bloqué les résolutions du conseil de sécurité condamnant la Syrie puis est intervenue militairement pour sauver in extremis le régime syrien. La Russie a soutenu l'armée syrienne le long de l'ouest syrien peuplé essentiellement par les Alaouites et autres proches du régime. Soucieuse de ne pas s'enliser en Syrie, la Russie en a retiré le gros de ses forces.

Les effets secondaires de l'intervention russe en Syrie

Le Moyen-Orient s'entredéchire et des effets secondaires de l'intervention militaire russe en Syrie pourraient se répercuter en Russie même : le radicalisme islamique constitue une menace non négligeable en Russie même - près de 15% de la population russe est musulmane - et tout particulièrement en Tchétchénie et au Daghestan : l'Émirat du Caucase qui se rattache à la mouvance de Jabhat Al-Nusra et la province du Caucase de l'État islamique ont recruté un nombre non négligeable de djihadistes. Par ailleurs, la Russie est vulnérable attendu que ses frontières avec les Républiques islamiques d'Asie centrale sont ouvertes et qu'aucun visa n'est requis. En un sens, la sauvegarde du régime laïque de Bachar Al-Assad entrave l'expansion islamiste qui a suivi les remous du printemps arabe.

Les Sunnites du Proche-Orient n'apprécient guère que la Russie se soit alliée aux milices chiites d'obédience iranienne et au Hezbollah lors de

son intervention en Syrie. La Turquie du président Erdogan qui bombarde les Kurdes plutôt que l'État islamique est insatisfaite de ce que la Russie fasse cause commune avec ces derniers. L'armée libre syrienne opposée au régime de Bachar Al-Assad a été ciblée par les forces russes au début de leur intervention au nom de la préservation de l'intégrité de l'état syrien. Enfin, les Sunnites du Proche-Orient qui sont particulièrement inquiets de l'ingérence iranienne en Irak, en Syrie, au Liban et au Yémen voient fort mal l'alliance tactique entre l'Iran et la Russie en Syrie. Les monarchies sunnites d'Arabie et du Golfe s'inquiètent, d'autant plus que l'Iran soutient les revendications de leur population chiite.

Par ailleurs, Israël et la Russie ne tiennent pas à dégrader leurs relations cordiales. Israël s'oppose à ce que des missiles ou des radars avancés soient entre les mains du Hezbollah et tient à garder son option d'intervention à cette fin. Un accord de coordination visant à éviter des frictions entre avions israéliens et russes a été convenu.

Incidences des ventes d'armes croissantes

Les guerres du Golfe, tout comme l'intervention de l'OTAN en Libye ont privé la Russie d'un marché d'armements substantiel. La Syrie et l'Iran sont les deux seuls marchés où l'influence russe est prépondérante. Les états arabes pétroliers tentent d'amadouer la Russie par des achats d'armes relativement modestes et des investissements afin qu'elle ne pousse pas trop loin son association avec l'Iran. Dépitée par le rapprochement initié par le président américain avec l'Iran, l'Arabie saoudite a financé le réarmement de l'Égypte et du Liban. Le président égyptien a choisi de faire sa première visite à l'étranger en Russie en 2015 et y a commandé 2 G\$ d'armes, ouvrant la porte au retour de la présence russe au Proche-Orient. À ce jour, les commandes d'armes égyptiennes ont atteint 3,4 G\$. La démonstration de force russe en Syrie a fait sensiblement augmenter son carnet de commandes et la Russie qui est le second exportateur d'armes au monde prévoit de multiplier par 3 ses ventes d'armes d'ici 2020. Elle va devoir compter sur ses ventes d'hydrocarbures et stimuler au maximum ses ventes d'armes au Moyen-Orient et ailleurs. Les technologies nucléaires constituent également un domaine d'exportation lucratif (le coût de construction de chaque

réacteur varie entre 2 et 9 G\$) et le Kremlin envisage de vendre 80 réacteurs d'ici 2030¹. Depuis que l'Iran s'est engagé dans le développement de centrales nucléaires, la course aux technologies nucléaires a doublé de vitesse : l'Arabie compte construire 16 réacteurs avant 2032 ; les émirats auront leur premier réacteur en 2017 ; L'Égypte, la Turquie et la Jordanie auront des réacteurs opérationnels dans les années 2020². Ces contrats de vente et d'entretien des centrales nucléaires accroissent les revenus de la Russie et augmentent la dépendance des pays du Moyen-Orient à son endroit.

L'échappatoire russe

La démonstration de force russe au Proche-Orient s'accompagne d'une faiblesse marquée sur le plan économique en raison de la chute du coût du Brent et des sanctions imposées par l'Union européenne en réponse à l'invasion de la Crimée et au soutien aux séparatistes ukrainiens. Ces sanctions se traduisent par des pertes d'emploi considérables en Russie et dans l'Union européenne. Au bord de la débâcle économique et faute de réformes majeures, la Russie s'oriente vers l'autarcie. La Russie doit manœuvrer sur les plans géopolitique et économique pour maintenir à flot son flux de trésorerie et ses échéanciers. Dans l'état actuel des choses, les états pétroliers du Golfe et la Chine ont des leviers économiques qui pourraient pallier les faiblesses actuelles. La Chine dispose de réserves financières considérables et poursuit un programme d'acquisitions agressif à l'échelle de la planète. Ses réserves en devises dépassent 3 billions de dollars. Elle peut se permettre d'investir dans des conditions plus avantageuses en Russie pour maintenir à flot des projets économiques vitaux, mais cela se ferait au détriment du degré de liberté des ambitions russes. Restent les états pétrolifères du Golfe qui financent des achats d'armes, le Moyen-Orient transigeant près de 50% des transferts d'armes mondiaux. La poursuite accélérée de la vente d'armes

¹ L'Allemagne a cessé de recourir à l'énergie nucléaire ; le Japon se questionne sur son mérite ; les États-Unis ont cessé de construire de nouveaux réacteurs ; les pourcentages d'électricité d'origine nucléaire atteignent 40% en Russie et 75% en France.

² Certains pays qui ont de la difficulté à subvenir à leurs besoins en eau devront consacrer de très grandes quantités d'eau nécessaires aux circuits de refroidissement des réacteurs nucléaires. La Chine et la Russie s'orientent vers des centrales nucléaires flottantes qui présentent également l'avantage d'être mieux protégées contre les séismes et les tsunamis.

et de centrales nucléaires constitue une échappatoire qui, au plan économique, permet à la Russie de pouvoir souffler.

Fut un temps où une certaine ouverture de la Russie vers l'Occident amorcée avec la Détente puis la Glasnost a laissé entrevoir un contrôle de la prolifération des technologies nucléaires. À ce jour, rien ne semble indiquer que des mesures conciliatrices soient à l'agenda de chacun des adversaires d'hier. Que l'on veuille mettre au pas la Russie par des sanctions ou que l'on décide de ne pas réagir à sa politique des faits accomplis mène à la remise en question des acquis et des attentes de la Détente. Il y aurait tout intérêt à rétablir la confiance entre les grandes puissances pour réfréner la prolifération nucléaire et à recourir à des solutions imaginatives pour sortir du cul-de-sac actuel.